

2012 – 2020 Desendettement : Peut-on descendre sans tomber ?



Plan



- **1.** 3 moteurs sur 4 durablement coupés :

Vers un crédit plus rare et plus cher

Vers des aides publiques en très forte baisse

- **2.** La singularité de la récession sub-prime est l'absence de déflation : la pénurie de matières premières et d'énergie fossile d'où la course au bâtiment passif

- **3.** Désendettement + innovation = compétitivité partout
Rendre le droit et l'usage coopératif compétitif et créatif

3 moteurs sur 4 coupés



Moteur 1 sphère publique : La montagne de dette ne sera jamais remboursée

En stock : France l'actif net de la sphère publique en 6 ans + 500 10⁹ € à > - 500

dette pub. 10⁹ €

	2006		2009		2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Etat + AC + Rf		870		1250		1850
Autre Europe		PPP non compris		PPP non compris		600
Local	930		840		870	
Lgt social locatif	330		400		420	
Bsocial + Cades	35		5		20	
Div	90		55		50	
Actif net		515		50		- 490
consolidé						- 1090
	1385	1385	1300	1300	1360	1360

La question n'est pas de savoir si la sphère publique vendra ses actifs, mais à quelle vitesse ?

dette publique 10 ⁹ €		18%
Italie	1900	380
Espagne	580	116
Grece	300	60
Portugal	150	30
Irlande	100	20
Chypre	12	2,4
		609

3 moteurs sur 4 coupés



Sphère publique insolvable

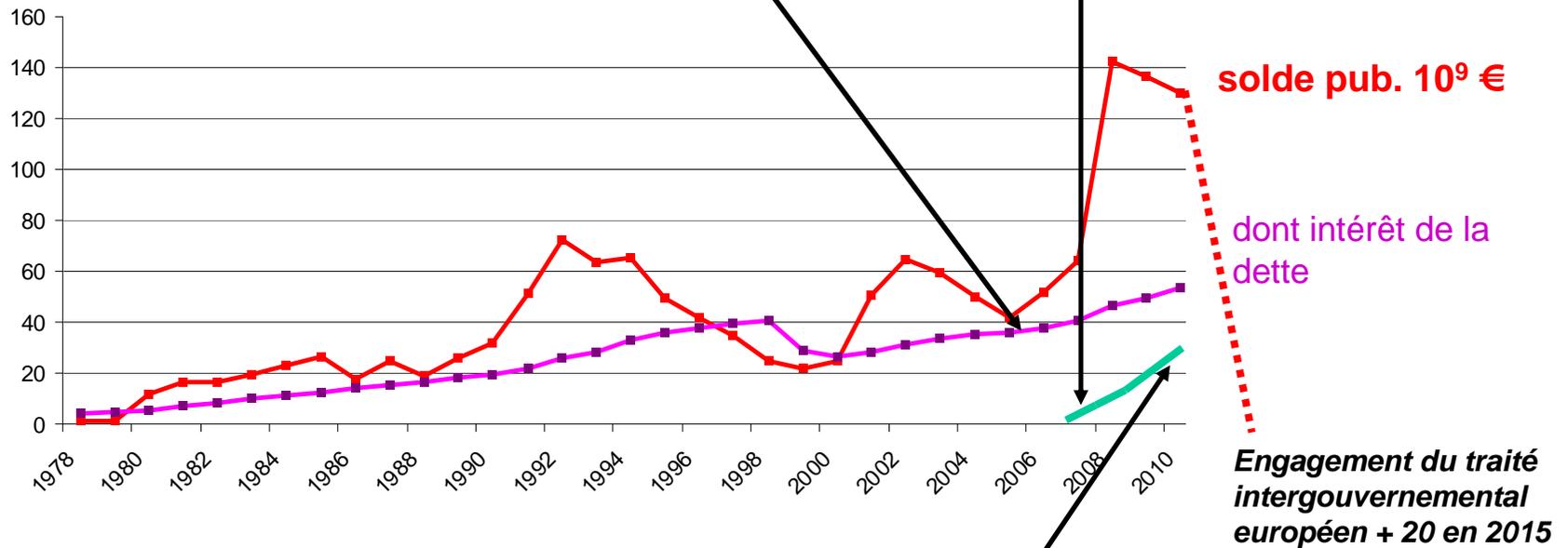
Moteur 1 sphère publique

En flux :

Rapport Pébereau « l'augmentation de la dette résulte pour l'essentiel d'une gestion peu rigoureuse »

« effort considérable »

Éric Woerth (7 10⁹)



solde pub. 10⁹ €

dont intérêt de la dette

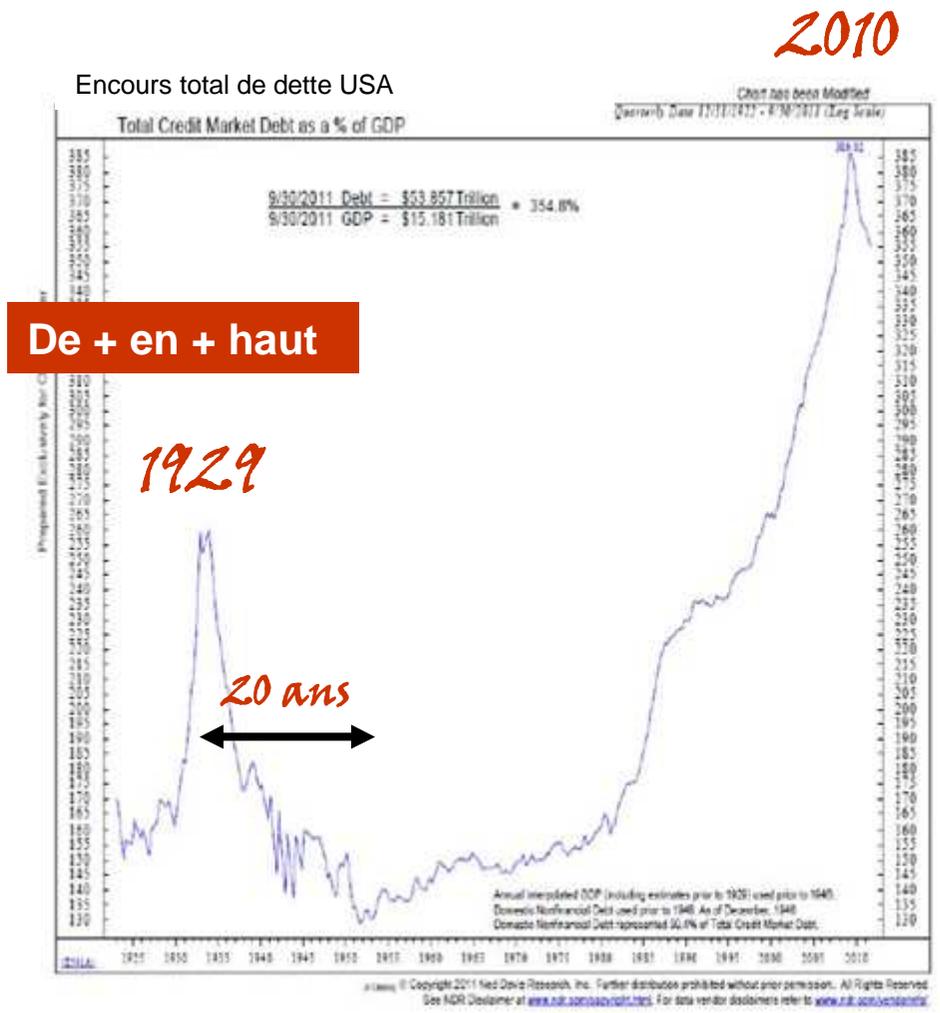
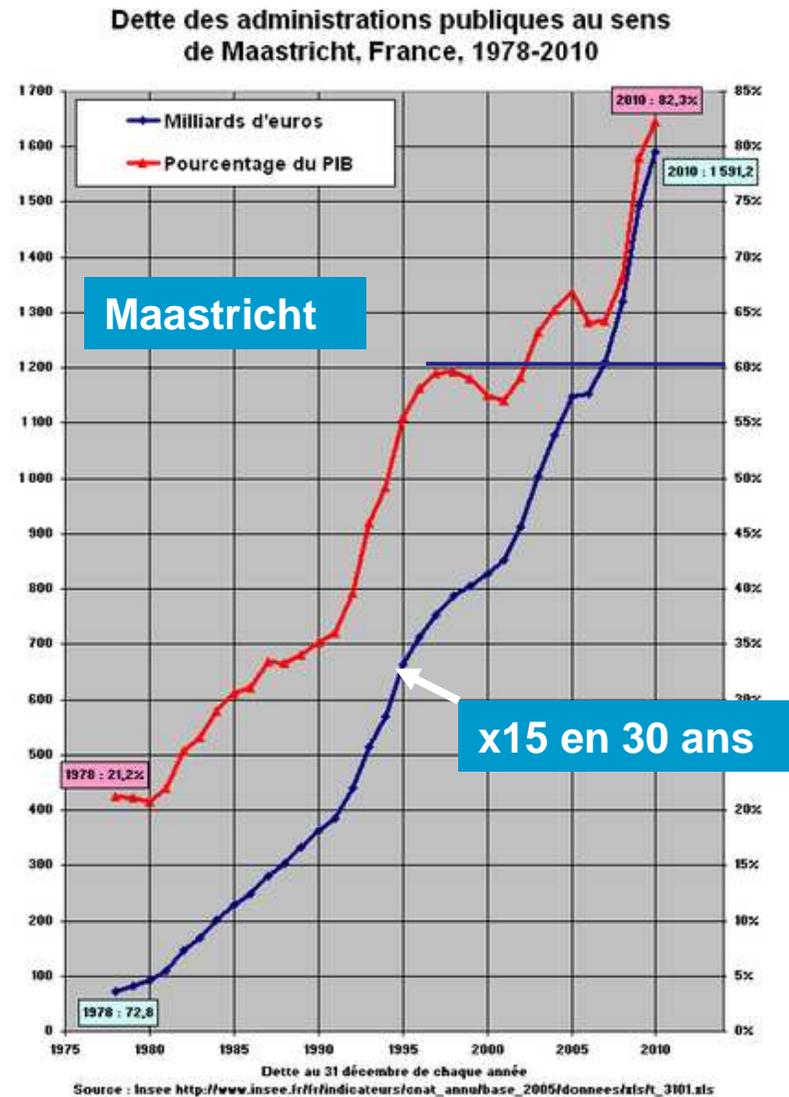
Engagement du traité intergouvernemental européen + 20 en 2015

Réduction des déficits « objectif essentiel » 2011 (29 milliards)

(la ville et le logement = -2,6%,)



Une dérive de plus en plus rapide et incontrôlable : «*Pour 1 point de réduction de déficit public, la France perd 0,5 point de PIB* » Patrick Artus. **On doit réduire de 6 : récession**





Moteur 2 et 3 : La contagion de l'insolvabilité



Budgets sociaux garanties



Hausse de taux

Dette Grecque, pertes sur emprunts d'Etat

Ne prêtent plus à la sphère publique



Sur régulation

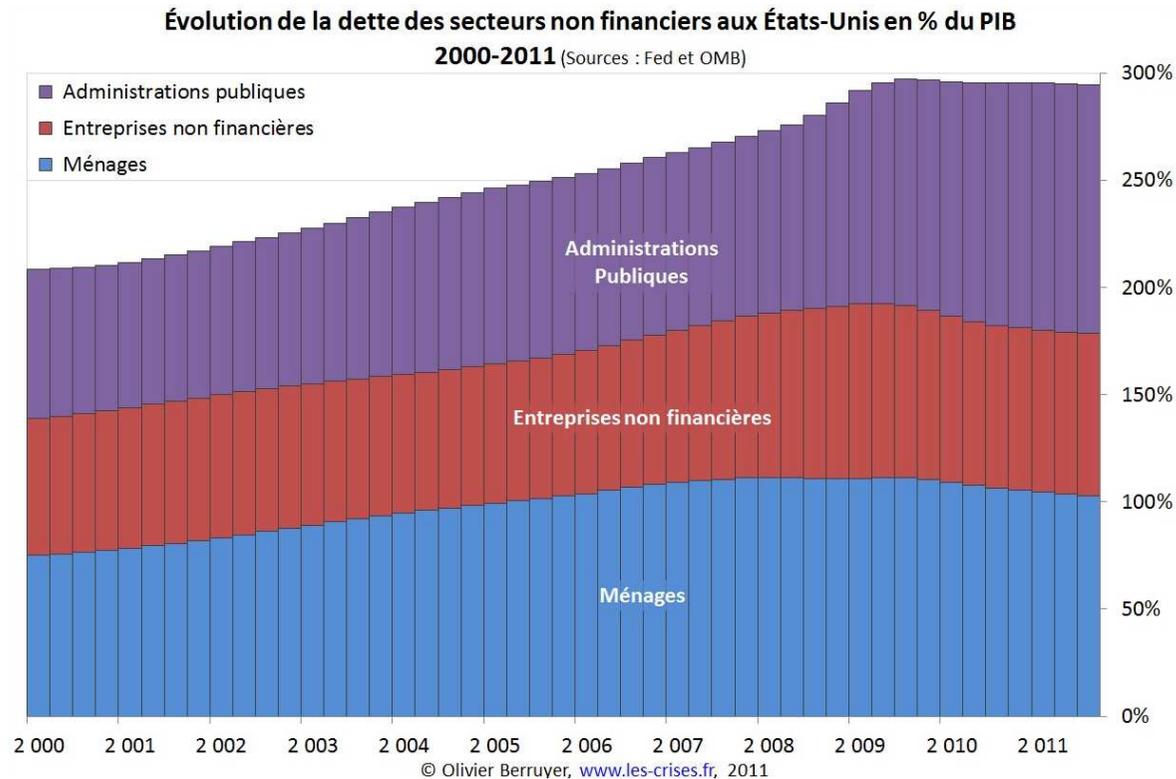
Hausse de taux
pertes sur emprunts d'Etat
ne prêtent plus

Dégradation de la Garantie Coupe les crédits



Hausse de taux





Pourquoi la récession empire ?

- Comment les États gardent le AAA ? : Au minimum 70% de la réduction du déficit par la baisse des dépenses publiques et 30% par la hausse des prélèvements. C'est le choix des AAA
- Ré allocation des dépenses : Réformes en profondeur du modèle social
- Dépenses pour la compétitivité, de l'investissement, de l'innovation.

« Pour revenir à un niveau acceptable d'endettement des économies, il faut réduire la dette de 1,5 année de PIB. C'est considérable. Tous les acteurs économiques, sans exception, vont être concernés. Cela prendra du temps et sera pénible. » Denis Kessler

3 moteurs sur 4 coupés



La question n'est pas de savoir si la sphère publique vendra ses actifs, coupera ses budgets, montera les prélèvements : mais à quelle vitesse ?

BEAUCOUP PLUS VITE QU'ON PENSE

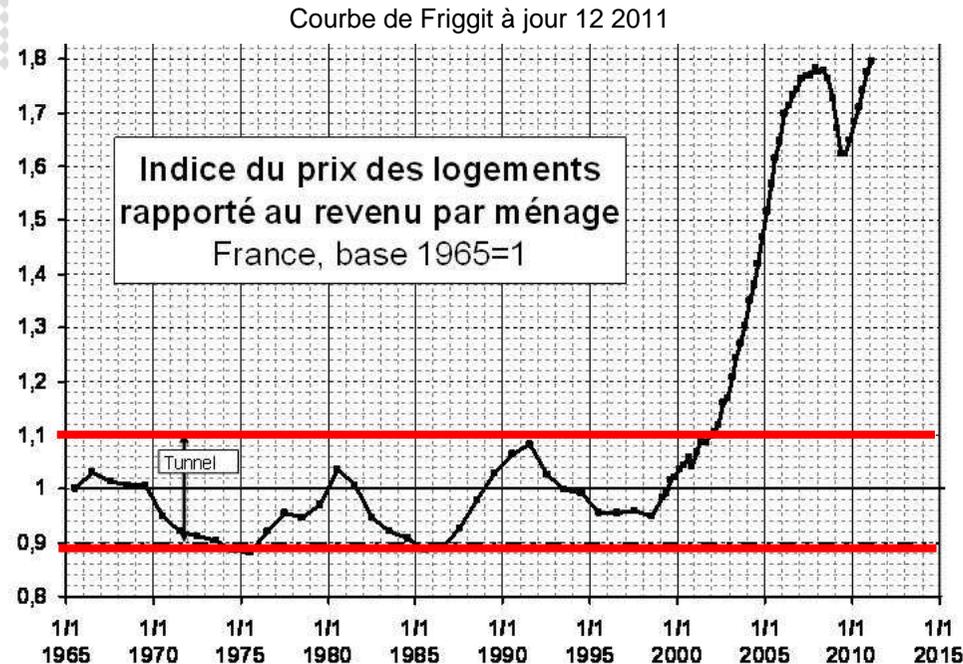
Benoist Apparu 15 01 2012 :

« ...l'Etat prendra des initiatives fortes ...

On a un modèle économique de construction de logements qui est essentiellement basé sur le financement public

Il faut changer de modèle et trouver un système où l'argent public sera remplacé par autre chose »

Que faire ?



Vente du locatif social : enjeu 300 milliards. L'immobilier est historiquement cher, faute de financement, la baisse s'accélérera quand la sphère publique va vendre

UK, l'Allemagne, ont cédé le locatif social, elles le demanderont, comme pour les patrimoines d'Etat ou des hôpitaux, il y aura un quota annuel

Comment s'y préparer ?

- Céder le locatif et en faisant une partie du crédit acquéreur contre la garantie de reprise
- Céder aux organismes d'HLM publics quand les crédits sont importants
- Céder tout le bâti énergiquement désespéré, **y compris les sièges**
- Éviter de se retrouver minoritaire en copro (projet Braye du fonds réserve > 5% charges)

Que faire ?



Coupe les budgets : Scellier, ANRU, 1%, Epargne logement... la baisse des aides à la personne, baisse du budget logement (coût du PTZ liés au taux d'intérêts), fin des garanties des collectivités territoriales, à moyen terme fin de la CGLLS

Partout fin des réseaux protégés partenaires du logement social : privatisation Landesbank commencée, Cajas espagnoles...

Comment s'y préparer ?

- Céder aux offices d'HLM tout ce qu'on peut pendant qu'ils achètent encore.
- Commencer à travailler les partenariats avec la promotion privée
- Se désendetter, se capitaliser, être cash

Combien de temps tiendra la livret A ? Comment l'État se sortira-t-il du risque de financement long terme à taux variable sur une ressource courte ?

Le niveau moyen de ponction des organismes HLM est de 1.45 mld en 2011, à chaque baisse de 1 point de déficit le prélèvement va croître de 0.5 mld.

Que faire ?



Hausse des prélèvements : IS, TFPB, TVA, Redressements fiscaux

« même en tenant compte d'un taux de recouvrement de seulement 40 %, le contrôle fiscal est financièrement très rentable pour l'Etat. Il pourrait toutefois l'être encore plus, en améliorant la couverture du tissu fiscal et les fonctions dissuasive et répressive du contrôle » (rapport 2010 Cour des Comptes – à lire « le contrôle fiscal »)

Comment s'y préparer ?

- Risque de requalification fiscale : Faire fonctionner sa coopérative en vraie coopérative
- Durcir la résistance fiscale des pièces comptables et juridiques
- Respecter maladivement la réglementation
- Avoir un avocat fiscaliste (ancien des impôts) qui vous assiste dans le formalisme fiscal
- Ne pas sortir de la norme statistique

Que faire ?



Est-ce une bonne idée de prêter aux EM étranglés ?

Portugal : 5% sur l'Etat 1 an ? ...15% sur de 10 ans ?

Les papiers des EM sous troïka sont totalement illiquides

- Les montagnes de dette des étranglés ne seront pas remboursées. Il ne faut pas leur prêter.
- L'Italie à 7% sur le 10 ans et l'Espagne à 5 1/2 ne paient pas le risque.

A qui prêter, doit-on encore prêter à l'Etat français ?

Avec 3,16% sur le 10 ans l'Etat français ne paie pas le risque : pas de sécurité dans la zone € (UK vaut <2 sur le 10 ans). Les taux allemands anticipent l'explosion de l'€

- Pour les plus téméraires : obligs perpétuelle BPCE 9,25% à 68% rendement **13,5%**
- **Le meilleur emploi de la trésorerie reste la négociation avec les fournisseurs pour raccourcir les délais de paiement contre baisse des prix**

Que faire ?

Avec qui travailler ?

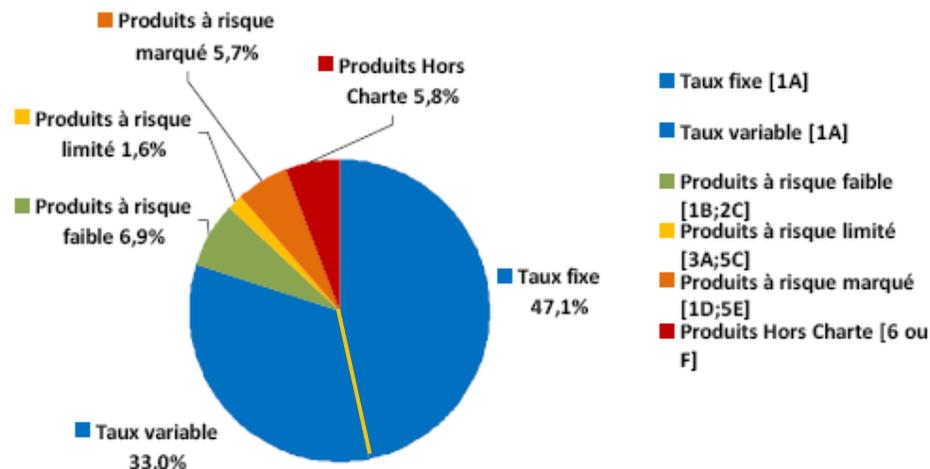
La notation LT indique les coûts de financement

Etablissement	Agence	Note long terme	Perspective
CDC	S&P	AAA vers AA	surveillance
	Moody's	AAA	Négative
	Fitch	AAA vers AA	Négative
BNP Paribas	S&P	AA-	Négative
	Moody's	Aa3	Négative
	Fitch	A+	Stable
BPCE et Crédit Coopératif	S&P	A+	Négative
	Moody's	Aa3	Stable
	Fitch	A+	Négative
Crédit agricole	S&P	A+	Négative
	Moody's	Aa3	Négative
	Fitch	A+	Stable
SG	S&P	A+	Négative
	Moody's	A1	Négative
	Fitch	A+	Négative
3CIF	S&P	retrait de notation en novembre 2011	
	Moody's	A3	Négative
	Fitch	A	Stable
Banque Postale	S&P	A+	Stable
	Fitch	AA-	Négative
Dexia (en cours de démantèlement)	S&P	A	Négative
	Moody's	A1	Négative
	Fitch	A	Négative

Pourquoi pas utiliser la SFHC ou votre Sicav pour sécuriser les dépôts financiers : elle a peu de contraintes ? Elle peut diversifier le risque collectif.

Les collectivités locales : le coût du financement va beaucoup monter

Le tissu local français est peu lisible de l'extérieur



La structure apparente de dette est à 53% variable et risquée



Leur financeurs ont un coût de ressource croissant

Source : Finance Active



Peu sont notées et pas toujours bien

Les collectivités locales : le coût du financement va beaucoup monter

Le risque effectif est mal connu

« Il n'existe pas de statistiques sur la structure de la dette locale (€ 163 10⁹)...

.. échappe aux statistiques la dette locale la partie externalisée dans les SEML ou les SPI... ces dernières peuvent aussi conclure des contrats de crédit-bail ...

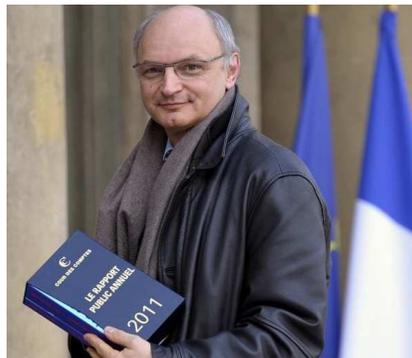
...les collectivités territoriales apportent leur garantie (€ 105 10⁹) à d'autres emprunteurs, notamment le logement social, elles évaluent mal les risques des engagements, dont le volume n'est pas mesuré statistiquement.

...Sous ces réserves l'encours de la dette locale a certes augmenté (+ 40% de 2004 à 2010), mais le niveau global reste maîtrisé ... »

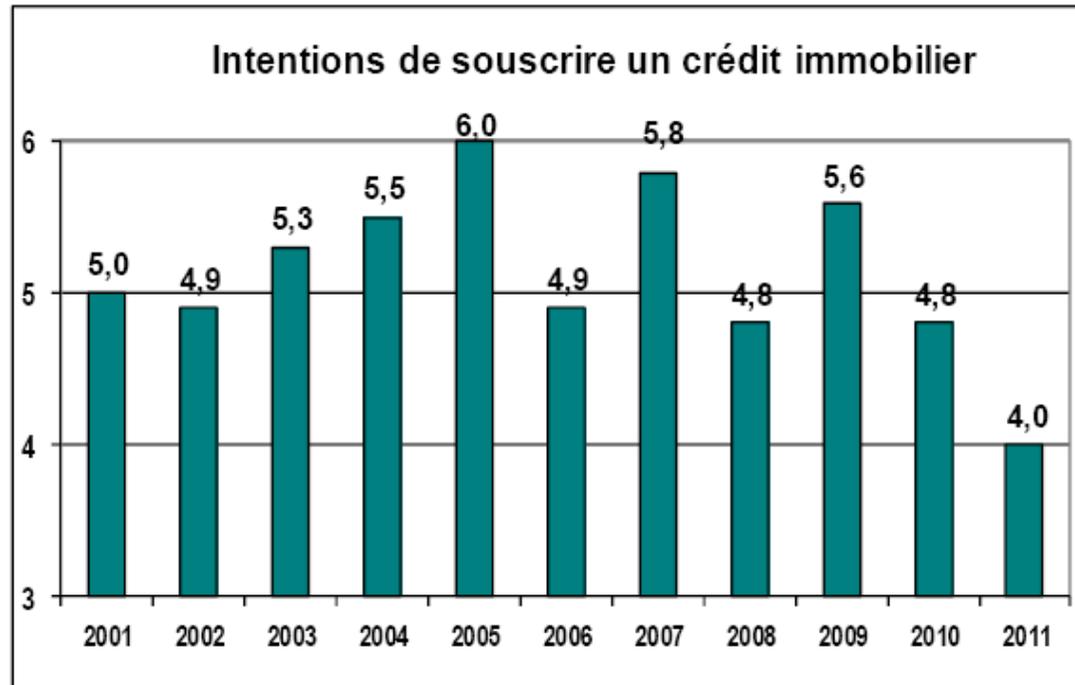
Cour des comptes la gestion de la dette publique locale Rapport juillet 2011

Comment s'y préparer ?

- Ne pas se fier aux **conventions de délégation** qui sont des conventions d'objectif
- Privilégier les grand EPCI, les grandes agglos susceptibles d'être notés



Que faire ?



Rapport Mouillard 2012 : « *La demande de CI qui a reculé de 30 % depuis 2007 s'établit à son plus bas depuis la fin des années 80. Le recul de la demande est rapide ... C'est la première fois que l'Observatoire constate un niveau d'intentions aussi bas.* »

Comment s'y préparer ?

- Revenir aux aides financières directes aux accédants
- Provisionner et mettre en réserve les reprises probables



- Récession sans déflation des matières premières : Pénurie mondiale de matière premières et d'énergie fossile
- L'énergie gratuite ne sauvera pas notre productivité

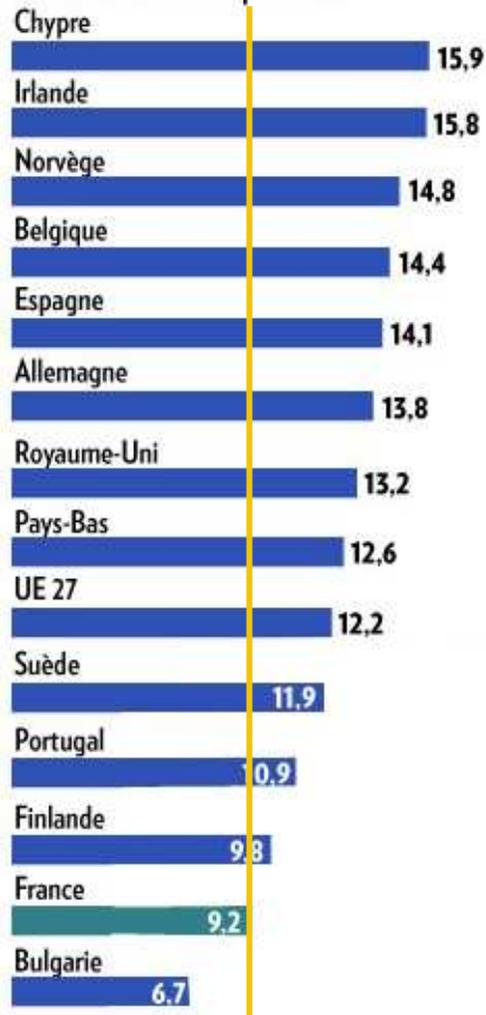
La singularité de la récession sub-prime : Energie / matières premières de plus en plus haut

Le bâtiment existant = 45% du potentiel total d'économie d'énergie

Comment s'y préparer ?

- Réduire le diffus
- Investir dans l'innovation énergétique
- Aider les coopérateurs à l'auto production de chaleur et d'électricité

Prix de l'électricité facturés
aux consommateurs finals,
en centimes d'euros par kWh



- Électricité facteurs de hausse
- X2 financement des énergies renouvelables.
- + 4%/an investissements du réseau basse tension.
- Sécurité des centrales nucléaires

« les tarifs de l'électricité devraient grimper de 30 % d'ici à 2016, soit 6% par an

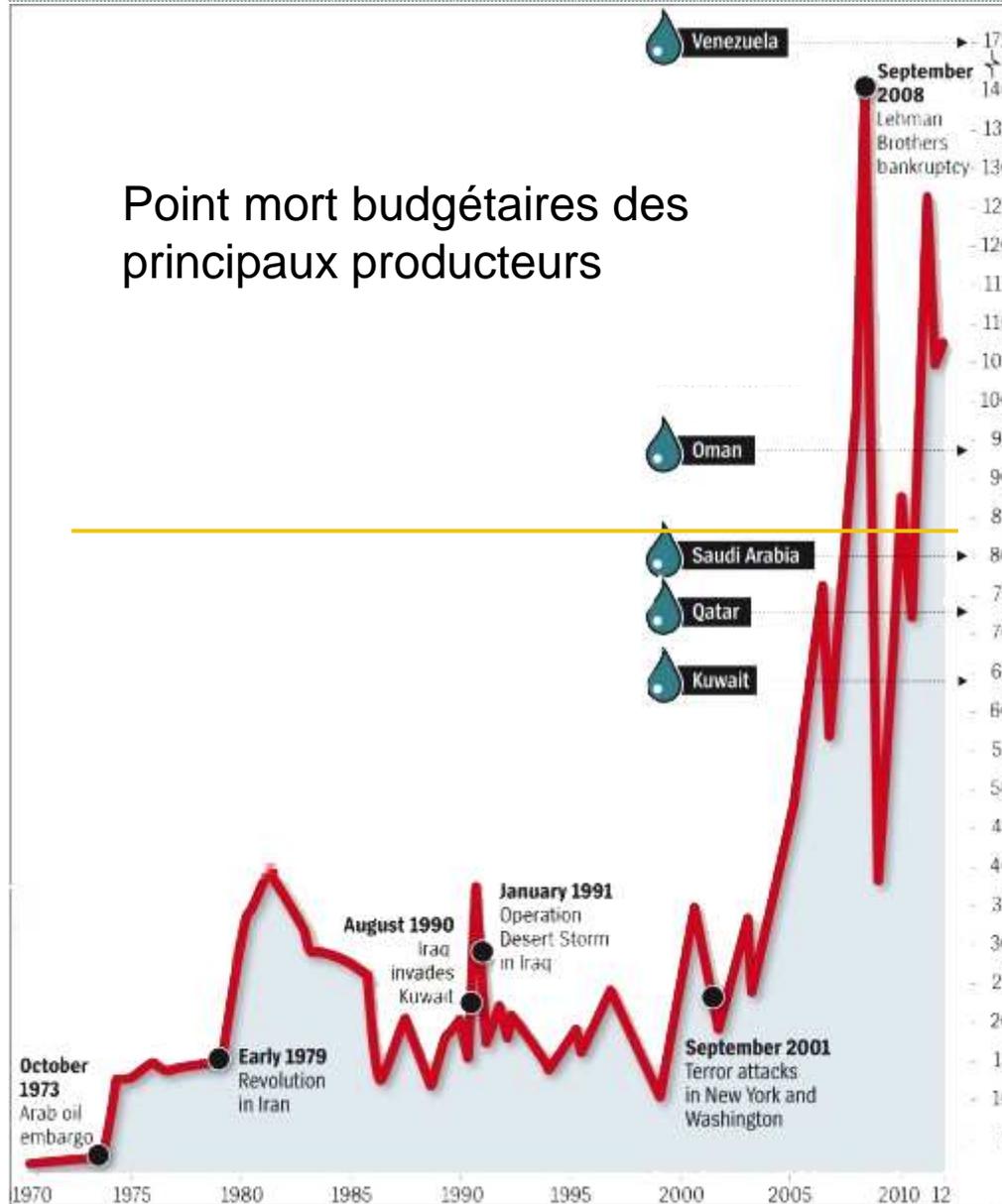
La hausse pourrait être encore plus forte pour remplacer le nucléaire par de nouveaux moyens thermiques ou renouvelables... »

Comment s'y préparer ?

- Construire passif, la RT 2012 est un train à ne pas manquer, on n'est qu'au début du bio climatique. On ira à 0 kW/m²

Les singularités

Point mort budgétaires des principaux producteurs



Pétrole / Gaz

■ Forte inertie à la baisse, avec risque d'insolvabilité générale des pays producteurs à moins de 70 \$/baril

La zone de consolidation du pétrole est autour de 80 \$/b

C'est à dire 4 fois le prix moyen d'avant la bulle sub prime

L'énergie fossile est durablement chère

Comment s'y préparer ?

■ Penser un habitat adapté aux conditions locales, auto producteur de son énergie

■ Enorme travail de formation des coopérateurs et des fournisseurs



Désendettement + innovation = Mondialisation et compétitivité

- Les grandes coopératives sont devenues des entreprises banales : Banque, mutuelles, distribution, agriculture,
- le droit des entreprises de plus en plus compétitif (SAS, Entreprises sans capital, allégement du formalisme, auto entreprise).
- Il faut rendre le droit coopératif sexy pour les entrepreneurs et les créatifs

Désendettement + sélectivité des investisseurs = fonds propres + cash

- Il n'y a pas de fonds d'investissement coopératif, le droit coopératif européen qui prévoit des membres non coopérateurs n'est pas mis en œuvre

Compétitivité juridique : Entreprendre sans entrave

En 10 ans 120 SCIC en 3 ans 1 000 000 d'auto entreprises

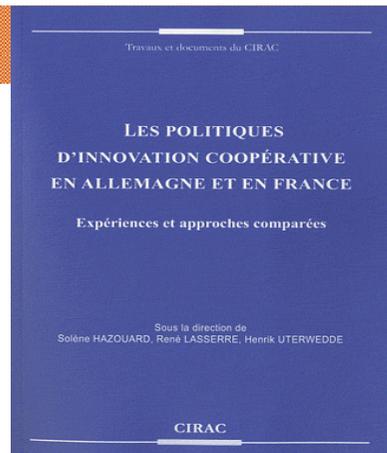
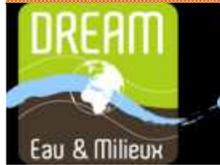
- Vers des formes compétitives du droit coopératif : allégées moins formelles et moins coûteuses,
- adapter la communication avec les coopérateurs au monde des réseaux sociaux

Rendre le droit coopératif compétitif

- Obtenir un statut léger de coopérative en lancement pour attirer les jeunes talents avec des coopératives start up
- Obtenir un statut non coopérateur pour le financement externe en capital
- Mettre en place dans vos coopératives un espace ouvert aux entrepreneurs qui veulent créer des coopératives innovantes



Le déficit de la coopération



C'est là qu'il y aura des financements

« une politique d'innovation coopérative, fondée sur des réseaux de coopération entre les acteurs (réseaux de compétences, clusters, coopérations interentreprises intégrant les PME), dans une démarche parallèle, la France se concentre principalement, sur la mise en place et la promotion des pôles de compétitivité ».

Faire entrer la coopération dans les pôles de compétitivité

- Avoir une présence dans les pôles, viser des labels « Entreprise Innovante des pôles » (les financements sont là)

TIC et Ville Durable / Advancity et Cap Digital, projet SéSAME (sciences électriques et systèmes appliqués au management de l'énergie dans l'habitat)...





C'est là que sont durablement les financements

Logis Corse : expérimentation Millener avec Capenergies

(1) Santé tropicale (Lyonbiopôle) Guyane

(2) Technologies écoefficientes (Capenergies) Guadeloupe

Qualitropic (Agronutrition en milieu tropical) St-Denis de la Réunion

Le déficit de la coopération



« le handicap financier des coopératives, réside dans le fait que les innovations industrielles et commerciales, de plus en plus nombreuses et fréquentes, comportent des risques considérables en capital alors que les coopérateurs en ont peu et exigent des services d'étude dont la rentabilité peut demander de longs délais... »

Raoul Audouin juillet 2011 Institut Coppet (libéraux)

- Faire les coopératives d'HLM des opportunités juridiques pour les créateurs d'entreprise en renforçant les outils de solidarité financière
- Discuter avec les fonds de capitaux spécialisés dans le risque, avec les pépinières d'entreprise

Résumé



La montagne de dette de la sphère publique conduit

- à une baisse des aides au logement (à la pierre et à la personne), à une cession des HLM locatives,
- à la hausse généralisée des coûts de financement
- à une longue phase récessive du marché du logement
- et la baisse du coût de l'énergie ne nous sauvera pas, au contraire la compétitivité est l'objectif 1

L'effort d'innovation doit être poursuivi vers l'habitat bioclimatique, auto producteur de son énergie

La forme coopérative sera un atout si elle est modernisée et adaptée aux comportements actuels :

Compétitivité juridique,

Adaptation à la communication par réseau

Attractivité et ouverture aux talents

Présence obligatoire dans les pôles de compétitivité

Simplification, baisse des coûts.